

SOMMAIRE

LE POINT SUR **P.2**
[Propositions de la Commission pour moderniser les marchés publics européens pour soutenir la croissance et l'emploi](#)

BREVES **p.3 à 6**

☆ **Agriculture**
[PAC@50](#)

☆ **Année européenne 2012, Année européenne du vieillissement actif**

☆ **Cadre financier pluriannuel**
[Le point sur les différentes positions des États membres](#)

☆ **Concurrence**
[Consultation publique sur les aides d'État à finalité régionale](#)
[Consultation sur les aides d'État en matière de RDI](#)

☆ **Conseil européen**
[Décision de réaffectation des Fonds structurels](#)

☆ **Energie**
[Le Parlement européen soutient le Pacte des Îles](#)

☆ **Entreprises et Industrie**
[Résultat d'une étude de performance des petites entreprises dans le domaine des emplois](#)

☆ **Institutions européennes**
[Un nouveau Président à la tête du Parlement européen](#)

☆ **Marché intérieur**
[Adoption d'un plan d'action pour stimuler le commerce électronique en Europe](#)

☆ **Méditerranée**
[Nouveau programme de l'UE en faveur d'une réforme politique et démocratique dans les pays du sud de la Méditerranée](#)

☆ **Recherche et innovation**
[Résultats de la consultation sur l'Espace Européen de la Recherche](#)

Agenda **p.7**
Appels d'Offres **p.8 à 10**
Offres de partenariat **p.11**
Consultations **p.12**
Bibliothèque **p.13 à 15**

CONTACT

Antenne de la CTC
36 rue Breydel
B- 1040 Bruxelles
Email : ctc.bruxelles@skynet.be

A LA UNE

Les priorités de la présidence danoise de l'UE

eu2012.dk DANISH PRESIDENCY OF THE COUNCIL OF THE EUROPEAN UNION 2012

Du 1^{er} janvier jusqu'au 30 juin 2012, le Danemark assure la présidence tournante de l'UE et s'est fixé les 4 priorités suivantes :

Une Europe responsable

Le mandat de la présidence danoise de l'UE est marqué par la crise économique et financière. Les objectifs du Danemark sont de mettre en œuvre les décisions du Conseil Européen du 9 décembre 2011 visant à renforcer la discipline budgétaire et à assurer la stabilité économique, la réforme récente de la gouvernance économique et le semestre européen.

Le 1^{er} semestre 2012 sera également marqué par les négociations sur le futur cadre financier pluriannuel pour la période 2014-2020. La présidence danoise de l'UE souhaite faire des progrès dans ce domaine afin de parvenir à un accord avant la fin 2012.

Une Europe dynamique

La présidence danoise souhaite continuer le développement du marché unique, qui célèbre son 20^{ème} anniversaire cette année, et mettre en œuvre les 12 initiatives clés définies dans l'Acte pour le marché unique d'avril 2011 (voir Echos d'Europe n°69). Une attention spéciale sera portée à la directive sur les marchés publics, le paquet sur la standardisation, la révision des normes comptables, la proposition sur le capital-risque, le système de brevet européen et une meilleure application de la directive sur le détachement des travailleurs.

La présidence danoise souhaite également obtenir des résultats concrets sur la réglementation en matière d'itinérance mobile (Roaming III) et poursuivre les négociations sur les directives sur la signature électronique et les informations publiques.

Le Danemark portera également son attention sur les infrastructures transeuropéennes en poursuivant les efforts engagés en matière d'interconnexion des réseaux (Connecting Europe Facility) et la révision des directives sectorielles au bénéfice des réseaux de transports, d'énergie et de TIC.

Une autre priorité de la présidence danoise de l'UE sera le soutien à Horizon 2020, le futur programme cadre européen en matière de recherche et d'innovation.

Une Europe verte

Très attachée à l'environnement, la présidence danoise estime que la croissance économique et la protection de l'environnement peuvent et doivent aller de pair. La croissance verte sera encouragée en intégrant des efforts dans les politiques européennes en matière d'agriculture, de cohésion, de transport et de marché unique.

Le Danemark se concentrera sur l'objectif de 20% d'économies d'énergie d'ici 2020 et souhaite faire avancer les propositions sur une nouvelle directive sur l'efficacité énergétique.

La présidence danoise travaillera également sur l'établissement d'une stratégie à long terme (2050) dans le domaine de l'énergie et du climat.

Les autres dossiers à l'ordre du jour seront les 7^{ème} programme d'action en matière environnementale, les infrastructures énergétiques, la mise en place d'un système d'échange d'informations dans le domaine de l'énergie et la préparation de la conférence Rio+20 de l'ONU sur le développement durable.

Une Europe sûre

Le Danemark se concentrera notamment sur la mise en œuvre du programme de Stockholm (2010-2014), sur la finalisation d'un système européen d'asile et le renforcement du système Schengen.

Site Internet de la présidence danoise de l'UE : <http://eu2012.dk/fr>

Propositions de la Commission pour moderniser les marchés publics européens pour soutenir la croissance et l'emploi

Les pouvoirs publics dépensent chaque année 18% du PIB en biens, services et travaux. En ces temps de restrictions budgétaires et de difficultés économiques dans la plupart des États membres, la politique des marchés publics doit assurer une utilisation optimale de ces fonds, afin de soutenir la croissance et la création d'emplois et contribuer ainsi à la réalisation des objectifs de la stratégie Europe 2020.

La Commission européenne vient ainsi d'annoncer la révision des directives relatives aux marchés publics (voir rubrique « *Bibliothèque* »), qui constitue une des 12 actions prioritaires de l'Acte pour le marché unique adopté en avril 2011 (voir Echos d'Europe n°69).

Les objectifs de la révision proposée sont les suivants :

- simplifier et assouplir les règles et les procédures par : la possibilité de recours accru à la négociation, qui permet aux pouvoirs adjudicateurs l'acquisition de biens et services répondant mieux à leurs besoins et au meilleur prix ; l'extension de l'électronique en tant que mode de communication dans les marchés publics ; une réduction drastique de la charge administrative dont la documentation exigible ;
- favoriser l'accès aux marchés publics des PME par des mesures réduisant la charge et une incitation forte à l'allotissement et la limitation des exigences de capacité financière requises pour soumettre une offre ;
- faciliter un meilleur usage qualitatif de la commande publique par une amélioration de la prise en compte des critères sociaux et environnementaux (coût du cycle de vie ou insertion des personnes vulnérables et défavorisées) ;
- assurer davantage l'intégrité des procédures ;
- désigner une autorité nationale unique en charge de la surveillance, l'exécution et le contrôle des marchés publics pour assurer une meilleure application des règles sur le terrain.

La Commission européenne a également proposé une révision de la directive sur les concessions jusqu'à présent seulement partiellement régulées au niveau européen. La proposition couvre les accords de partenariat entre une entité généralement publique et une entreprise souvent privée, où celle-ci assume le risque d'exploitation relative à l'entretien et au développement des infrastructures (ports, distribution d'eau, parkings, routes à péage, etc.) ou à la fourniture des services d'intérêt économique général (énergie, santé, distribution et traitement d'eau et l'élimination des déchets, etc.).

Les objectifs de la Commission sont d'établir un cadre juridique clair assurant la sécurité juridique nécessaire aux pouvoirs publics dans leurs missions, de garantir l'accès effectif au marché des concessions à toutes les entreprises européennes (y compris PME) pour ainsi stimuler le développement des partenariats public-privé dont les concessions constituent un outil privilégié. .

Ainsi, la Commission propose de :

- soumettre les concessions à une publication obligatoire dans le Journal Officiel de l'UE ;
- concrétiser les obligations des pouvoirs adjudicateurs concernant le choix de critères de sélection et d'attribution ;
- imposer certaines garanties de base qui devraient être respectées durant la procédure d'attribution
- étendre les bénéfices de la directive sur les recours en matière des marchés publics à toute personne intéressée en l'obtention d'une concession.

Les propositions de la Commission européenne ont été transmises au Conseil et au Parlement pour une adoption avant la fin de cette année.

Plus d'infos : http://ec.europa.eu/internal_market/publicprocurement/modernising_rules/reform_proposals_fr.htm

AGRICULTURE

PAC@50

La Commission européenne vient de lancer une campagne de communication à l'occasion du 50^{ème} de la politique agricole commune. Cette campagne d'une durée d'1 an, dont le slogan est « *Un partenariat entre l'Europe et les agriculteurs* », comprend un site Internet interactif, une exposition itinérante, du matériel audiovisuel ainsi qu'une série d'événements, qui se dérouleront dans toute l'UE (notamment le 27 février à Paris à l'occasion du salon de l'agriculture°).

Selon Dacian CIOLOS, Commissaire européen en charge de l'agriculture et du développement rural, « *en 1962, la préoccupation première des européens était d'avoir suffisamment à manger dans leur assiette. Aujourd'hui la sécurité alimentaire demeure une question importante, mais d'autres problèmes, tels que le changement climatique et l'utilisation durable des ressources naturelles, nous préoccupent également. Cette campagne va nous aider à réfléchir à cette évolution* ».



Plus d'infos : http://ec.europa.eu/agriculture/50-years-of-cap/index_fr.htm

ANNEE EUROPEENNE

2012, Année européenne du vieillissement actif

Année européenne du **vieillessement actif**
et de la **solidarité intergénérationnelle 2012**



L'UE étant confrontée au vieillissement de sa population, 2012 a été déclarée « Année européenne du vieillissement actif et de la solidarité intergénérationnelle » et a été lancée conjointement par la Commission européenne et la présidence danoise de l'UE les 18 et 19 janvier derniers lors d'une conférence dédiée à l'innovation au service d'une société européenne vieillissante.

Les objectifs de cette Année européenne sont d'informer, de diffuser les bonnes pratiques, d'encourager les décideurs politiques et les acteurs nationaux, régionaux et locaux concernés pour faciliter le vieillissement actif dans plusieurs domaines d'action : l'emploi, la santé publique, la société de l'information, les transports et la protection sociale.

En outre, les villes peuvent s'inscrire au [programme «Pour des villes seniors admis»](#) de l'Organisation mondiale de la santé.

Les activités seront financées à hauteur de 5 millions d'€, soit une baisse du budget dédié à l'Année européenne (17 millions d'€ en 2010 et 8 millions d'€ en 2011).

Plus d'infos : <http://europa.eu/ey2012/ey2012.jsp?langId=fr>

CADRE FINANCIER PLURIANNUEL

Le point sur les différentes positions des États membres

Lors du dernier Conseil Affaires générales, les 27 ont maintenu leurs différentes positions sur le cadre financier pluriannuel 2014-2020 (CFP).

Ainsi, sur les 8 signataires du document de septembre dernier sur le CFP, 5 États membres (Allemagne, Royaume-Uni, Pays-Bas, Suède et Autriche) avancent désormais un chiffre et estiment que sur les 972 milliards d'€ en crédits de paiements et 1025 milliards en crédits d'engagement, une réduction de 100 milliards d'€ doit être trouvée. Selon l'Allemagne, le Royaume-Uni, les Pays-Bas et la Suède, ces réductions doivent être trouvées en réduisant les montants attribués aux 2 principales politiques européennes : la PAC et la politique de cohésion.

La France et la Finlande, qui étaient également signataires du document de septembre ne chiffrèrent pas cette réduction. La France a quant à elle fermement défendu l'enveloppe de la PAC et a été soutenue sur ce point par l'Irlande, l'Espagne et la Bulgarie.

A l'inverse, la proposition de la Commission sur le CFP bénéficie du soutien de 13 délégations : Belgique, Bulgarie, Chypre, Estonie, Grèce, Hongrie, Irlande, Lituanie, Portugal, Roumanie, Slovaquie, Slovénie, Espagne.

Quant au débat sur les ressources, plusieurs États membres ont regretté qu'il ne soit pas lié à celui des dépenses. A l'heure actuelle seule la Belgique s'est clairement exprimée en faveur de nouvelles ressources propres, le Royaume-Uni, les Pays-Bas, la République tchèque et Malte s'opposant catégoriquement à l'introduction de nouvelles ressources propres.

CONCURRENCE

Consultation publique sur les aides d'État à finalité régionale

Le cadre communautaire des aides d'État à finalité régionales arrivant à échéance le 31 décembre prochain, la Commission européenne a lancé une consultation publique sur ce dispositif encadrant les aides publiques (voir rubrique « [Consultations](#) »).

Pour mémoire, ce cadre est composé de 3 textes : les lignes directrices concernant les aides d'État à finalité régionale pour la période 2007-2013 relatives aux dispositions de notifications de ces aides, un règlement général d'exemption par catégorie d'août 2008, qui précise les conditions dans lesquelles les aides d'État à finalité régionale sont considérées compatibles avec le marché intérieur et sont exemptées de notification préalable et une communication relative aux critères d'appréciation des aides régionales en faveur de grands projets d'investissement.

Un questionnaire, support à la consultation, est disponible à l'adresse suivante : http://ec.europa.eu/competition/consultations/2012_regional_stateaid/index_en.html

Les commentaires des États membres et de toutes les parties intéressées peuvent être soumis jusqu'au 26 avril 2012.

Consultation sur les aides d'Etat en matière de Recherche, Développement et Innovation

La Commission européenne vient de publier une consultation sur le réexamen des règles de l'UE en matière d'aides d'Etat en matière de Recherche, Développement et Innovation (RDI) (voir rubrique « [Consultations](#) »).

En 2006, la Commission européenne avait fixé les critères d'appréciation de la compatibilité des aides d'Etat à la RDI dans son [encadrement communautaire des aides d'Etat à la RDI](#) et en 2008, dans le [règlement d'exemption général par catégorie](#) (RGEC), les critères permettant à certaines catégories d'aides d'être exemptées de l'obligation de notification préalable.

L'encadrement des aides à la RDI (et le RGEC) arrivant à expiration en décembre 2013, la Commission européenne a tout d'abord publié en août dernier un [examen à mi-parcours](#) de l'application de cet encadrement comme 1^{ère} étape de l'élaboration de nouvelles règles en la matière. La 2^{ème} étape est marquée par la publication de cette consultation qui permettra à la Commission européenne, via un questionnaire très détaillé, de recueillir les réactions des États membres et des parties intéressées avant le 24 février 2012.

Plus d'infos : http://ec.europa.eu/competition/consultations/2012_stateaid_rdi/index_en.html

CONSEIL EUROPEEN

Décision de réaffectation des Fonds structurels

Lors du Conseil européen du 30 janvier dernier, les États membres ont examiné les différents moyens de relancer la croissance et l'emploi. Parmi les mesures urgentes retenues, les États membres ont indiqué dans leur déclaration finale (Voir rubrique « [Bibliothèque](#) ») qu'une meilleure mobilisation des Fonds structurels, voire une programmation des fonds non utilisés, pourrait soutenir l'emploi.

Cela représenterait une enveloppe de 82 milliards d'€ pour la période de 2007-2013 (60 milliards de FEDER et 22 milliards de FSE), qui financerait la création d'emploi pour les jeunes et le financement de l'économie réelle en aidant les PME.

ENERGIE

Le Parlement européen soutient le Pacte des Iles

Le Parlement européen vient d'adopter une déclaration soutenant la mise en place du Pacte des Iles en tant qu'initiative européenne officielle (voir rubrique « [Bibliothèque](#) »).

Le Pacte des Iles, lancé en janvier 2010, est un projet cofinancé par la Commission européenne par lequel ses membres (50 îles européennes soit 62 autorités insulaires actuellement) s'engagent à atteindre ou dépasser d'ici 2020 les objectifs énergétiques européens 20/20/20. L'adhésion au Pacte implique le développement de plans d'actions insulaires pour l'énergie renouvelable, incluant un inventaire des émissions de référence, la mise en œuvre de projets financables, la soumission d'un rapport de mise en œuvre tous les 2 ans, l'organisation de journées de l'énergie en collaboration avec la Commission européenne. Ce projet se terminant le 31 juillet 2012, 5 députés européens (Spyros DANELLIS S&D-Grèce, Maria Da Graca CARVALHO PPE-Portugal, Giommaria UGGIAS ADLE-Italie, Alyn SMITH Verts- Royaume-Uni et Kyriacos MAVRONIKOLAS S&D-Chypre) avaient soutenu sa pérennisation dès septembre 2011 en appelant la Commission européenne à continuer de soutenir les îles en vue de réaliser les objectifs énergétiques et à mettre en place des mesures incitatives pour l'adhésion de toutes les îles au Pacte.



4

Site du Pacte des Iles : <http://www.islepact.eu/html/index.aspx?pageid=1&langID=10>

ENTREPRISES ET INDUSTRIE

Résultat d'une étude de performance des petites entreprises dans le domaine des emplois

La Commission européenne vient de publier les résultats d'une étude sur la contribution des PME au marché de l'emploi dont il ressort principalement, qu'entre 2002 et 2010, les PME ont assuré 85% de la création d'emplois au sein de l'UE. La croissance annuelle de l'emploi des PME s'élève à 1% et est 2 fois plus importante que celle des grandes entreprises (sauf dans le secteur du commerce).

Parmi les PME, ce sont les micro-entreprises (moins de 10 personnes) qui ont la proportion la plus élevée de croissance nette de l'emploi dans l'économie marchande (58%). Les nouvelles entreprises (moins de 5 ans) sont à l'origine de la majorité des créations d'emplois, celles du secteur des services aux entreprises ayant créée plus d'1/4 des nouveaux emplois.

Il ressort également de l'enquête que, suite à la crise économique de 2009-2010, le nombre d'emplois dans les PME a baissé de 2,4% par en moyenne (contre 0,95% dans les grandes entreprises). Les autres conséquences néfastes de la crise ont été la baisse de la demande des produits et services des PME, l'allongement de la durée de paiement par les clients et l'insuffisance de fonds de roulement. Les PME innovantes établies dans les des économies innovantes ont toutefois, selon les résultats de l'enquête, moins pâti de la crise économique.

Cette étude fait partie du projet d'analyse des performances des PME et est disponible à l'adresse suivante :

http://ec.europa.eu/enterprise/policies/sme/facts-figures-analysis/performance-review/index_en.htm#h2-1

INSTITUTIONS EUROPEENNES



Un nouveau Président à la tête du Parlement européen

Le 17 janvier dernier, Martin SCHULZ (parti socialiste européen, PSE), a été élu, avec 387 voix sur 670, Président du Parlement européen pour un mandat de 2 ans ½. Il succède ainsi à Jerzy BUZEK en vertu d'un accord conclu entre le parti socialiste européen et le parti populaire européen.

Député au Parlement européen depuis 1994, Martin SCHULZ siège dans plusieurs commissions, d'abord à la sous-commission des droits de l'homme, puis à la commission des libertés civiles et des affaires intérieures. En 2000, il devient chef de file des députés du SPD (parti social-démocrate allemand) au Parlement européen, avant d'être élu vice-président des députés socialistes au Parlement européen. En 2004, il est élu à la tête du PSE, 2ème groupe politique le plus important du Parlement européen.

Plus d'infos : <http://www.europarl.europa.eu/the-president/fr/president/home.html>

MARCHE INTERIEUR

Adoption d'un plan d'action pour stimuler le commerce électronique en Europe



La Commission européenne a récemment adopté, dans le cadre de l'Acte pour le marché unique et de la Stratégie numérique, un plan d'action visant à doubler à l'horizon 2015 la part du commerce électronique dans les ventes de détail (aujourd'hui 3,4%), ainsi que celle de l'économie de l'Internet dans le PIB européen (aujourd'hui moins de 3%) (voir rubrique « *Bibliothèque* »).

Ce plan présente des actions à mettre en œuvre autour de 5 priorités :

- développer l'offre légale et transfrontalière de produits et services en ligne ;
- renforcer l'information des opérateurs et la protection des consommateurs ;
- assurer la fiabilité et l'efficacité des systèmes de paiement et de livraison ;
- lutter plus efficacement contre les abus et mieux résoudre les litiges ;
- déployer des réseaux à haut débit et des solutions technologiques avancées.

D'ici 2015, le commerce et les services en ligne pourraient ainsi représenter plus de 20% de la croissance et des créations nettes d'emploi dans certains Etats Membres comme la France, l'Allemagne, le Royaume-Uni ou encore la Suède). L'accès aux biens et services pour les personnes isolées géographiquement ou vulnérables s'en trouvera également facilité, contribuant ainsi à la cohésion du territoire européen.

Plus d'infos : http://ec.europa.eu/internal_market/e-commerce/communication_2012_fr.htm

MEDITERRANEE



Nouveau programme de l'UE en faveur d'une réforme politique et démocratique dans les pays du sud de la Méditerranée

La Commission européenne vient de lancer un nouveau programme régional en faveur d'une réforme politique et démocratique dans les pays du voisinage méridional dans le cadre du partenariat stratégique entre l'UE et le Conseil de l'Europe.

Ce programme, qui sera d'abord mis en œuvre au Maroc et en Tunisie, vise à préserver l'indépendance et à améliorer l'efficacité du pouvoir judiciaire, ainsi qu'à renforcer la bonne gouvernance et la lutte contre la corruption, la protection des droits de l'homme, les valeurs et les institutions démocratiques et à juguler la traite d'êtres humains.

Ce programme ciblera les organes gouvernementaux à tous les niveaux, les parlements et les structures publiques auxquelles incombent des responsabilités spécifiques dans les domaines concernés, les représentants de la société civile et de la jeunesse. Il reposera sur des évaluations et des recommandations d'experts, en vue d'une rationalisation de la législation et des pratiques en vigueur, des avis juridiques et des conseils d'orientation visant à renforcer l'indépendance et l'efficacité du pouvoir judiciaire, des conférences, des tables rondes et des groupes de travail composés d'experts, afin de faciliter les échanges et les évaluations par les pairs, et sur la formation des nouveaux responsables politiques des pays du sud de la Méditerranée.

En raison du contexte politique encore instable dans la région, ce programme sera assez souple pour pouvoir s'adapter à l'émergence de nouvelles priorités. Il cadrera avec d'autres initiatives prises par l'UE, telles que le programme SPRING ou le futur « Fonds européen pour la démocratie », qu'il complétera. Son budget initial s'élèvera à 4 millions d'€ et sa durée est fixée à 3 ans.

Plus d'infos sur la coopération régionale avec les partenaires méditerranéens:

http://ec.europa.eu/europeaid/where/neighbourhood/regional-cooperation/enpi-south/index_fr.htm

Plus d'infos sur la politique européenne de voisinage: http://ec.europa.eu/world/enp/index_fr.htm

RECHERCHE ET INNOVATION

Résultats de la consultation sur l'Espace Européen de la Recherche

Les réponses reçues par la Commission européenne à la consultation sur l'Espace Européen de la Recherche (EER), lancée en septembre 2011 (voir Echos d'Europe n°74) et clôturée le 30 novembre dernier, montrent que les préoccupations principales des autorités et organismes de recherche sont les suivants : la carrière et la mobilité des chercheurs, les infrastructures de recherche, le transfert des connaissances, la collaboration transfrontière, la participation des femmes dans le domaine de la science et la transparence des procédures de recrutement.

La Commission va à présent déterminer quelles sont les questions à traiter en priorité au moment de finaliser le cadre pour l'EER, qui doit être présenté en juin 2012 de façon à achever la mise en place de l'EER d'ici 2014.

Plus d'infos : http://ec.europa.eu/research/era/consultation/era-summary-reports_en.htm

10 février : Séminaire sur « La solidarité européenne au service du développement des territoires européens : quels enjeux pour la politique européenne de cohésion 2014-2020 ? » organisé par la CRPM, Bruxelles


Information et inscription : <http://www.crpm.org/fr/>

13 février : Journée d'information sur l'appel à propositions 2012 du programme Energie-Intelligente Europe organisée par l'ADEME, Paris

Information et inscription : <http://www2.ademe.fr/servlet/getDoc?id=81505&p1=1&ref=17205>

13 février : Atelier-débat « Quelle place pour l'innovation dans la PAC » organisé par EurActiv, Paris

Information et inscription : <http://www.euractiv.fr/agenda/atelier-debat-euractivfr-place-innovation-pac-13-02-2012>

 **13-16 février** : Session plénière du Parlement européen

16 février : Forum urbain sur le thème « Réhabilitation urbaine et reconversion industrielle » organisée par la Commission européenne, Bruxelles

Information et inscription :

 **20-21 février** : Conseil Compétitivité

 **23-24 février** : Conseil Agriculture et Pêche


 **27-28 février** : Conseil Affaires générales

28 février : Conférence sur « Les initiatives régionales et locales de promotion du vieillissement actif et en bonne santé » organisée par le « 2010 Social Inclusion Region Group », Bruxelles


Information et inscription : <http://en.vleva.eu/activecontribution>

29 février-2 mars : Journées mondiales 2012 de l'énergie durable, Wels (Autriche)

Information et inscription : <http://www.wsed.at/en/world-sustainable-energy-days/>

 **1^{er}-2 mars** : Conseil européen

 **9 mars** : Conseil Environnement

 **12-15 mars** : Session plénière du Parlement européen, Strasbourg

19-20 mars : Conseil Agriculture et Pêche

20 mars : Réunion de la Commission Développement durable de l'ARF, Bruxelles

Plus d'informations : <http://www.arf.asso.fr/>


 **22-23 mars** : Conseil Transport, Télécom, Energie

 **23 mars** : Sommet des Régions

26-27 mars : Réunion de la Commission Transports de l'ARF, Bruxelles

Plus d'informations : <http://www.arf.asso.fr/>

 **26-27 mars** : Conseil Affaires générales

 **28-29 mars** : Session plénière du Parlement européen, Bruxelles

 = Événements institutionnels

APPELS D'OFFRES

DERNIERS APPELS D'OFFRES

EDUCATION ET FORMATION

- ☆ Appel à propositions — EACEA/42/11 — Programme d'action Erasmus Mundus 2009-2013 — Mise en œuvre en 2012

Echéance : 30 avril 2012

JOUE C n°381 du 30 décembre 2011, page 3

<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2011:381:0003:0008:FR:PDF>

ENERGIE

- ☆ Appel à propositions dans le cadre du programme de travail annuel en vue de l'octroi de subventions dans le domaine du réseau transeuropéen de l'énergie (RTE-E) pour l'année 2012

Echéance : 29 février 2012

JOUE C n°371 du 20 décembre 2011, page 3

<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2011:371:0003:0003:FR:PDF>

- ☆ Appel à propositions d'actions dans le domaine de l'énergie dans le cadre du programme «Énergie intelligente — Europe»

Echéance : 8 mai 2012

JOUE C n°374 du 22 décembre 2011, page 14

<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2011:374:0014:0014:FR:PDF>

ENTREPRISES

- ☆ Appel à propositions — n° 28/G/ENT/CIP/12/E/N01C01 — L'éducation à l'entrepreneuriat

Echéance : 16 avril 2012

JOUE C n°22 du 27 janvier 2012, page 10

<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2012:022:0010:0012:FR:PDF>

JEUNESSE

- ☆ Appel à propositions EAC/01/12 — Programme «Jeunesse en action» 2007-2013

Echéances :

- Pour les projets soumis aux agences nationales :

Projets débutant entre le 1^{er} mai et le 31 octobre : 1^{er} février 2012

Projets débutant entre le 1^{er} août et le 31 janvier : 1^{er} mai 2012

Projets débutant entre le 1^{er} janvier et le 30 juin : 1^{er} octobre 2012

- Pour les projets soumis à l'agence exécutive :

Projets débutant entre le 1^{er} août et le 31 décembre : 1^{er} février 2012

Projets débutant entre le 1^{er} décembre et le 30 avril : 1^{er} juin 2012

Projets débutant entre le 1^{er} mars et le 31 juillet : 1^{er} septembre 2012

JOUE C n°374 du 22 décembre 2011, page 9

<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2011:374:0009:0013:FR:PDF>

POLITIQUE DE COHESION

- ☆ URBACT II : 3^{ème} et dernier appel à projets pour la création de 19 nouveaux réseaux thématiques

Echéance : 15 mars 2012

<http://urbact.eu/fr/header-main/nous-rejoindre/appels-a-projets-et-emplois/>

RECHERCHE ET INNOVATION

- ☆ Appel à propositions au titre des programmes de travail pour 2012 du 7^{ème} PCRD FP7-JPROG-2012-RTD — Coordination de la programmation commune pour 2012

Echéance : 20 mars 2012

JOUE C n°10 du 12 janvier 2012, page 8

<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2012:010:0008:0008:FR:PDF>

- ☆ Appel de propositions au titre du plan de mise en œuvre de l'entreprise commune Piles à combustible et Hydrogène

FCH-JU-2012-1

Echéance : 24 mai 2012

JOUE C n°14 du 17 janvier 2012, page 3

<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2012:014:0003:0003:FR:PDF>

- ☆ Appel à propositions au titre du programme-cadre Euratom pour des activités de recherche et de formation en matière nucléaire (2012-2013)
FP7-Fission-2012
Echéance : 27 mars 2012
JOUE C n°14 du 17 janvier 2012, page 4
<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2012:014:0004:0004:FR:PDF>

- ☆ Appel ouvert — Coopération européenne en science et technologie (COST)
Echéance : 30 mars 2012
JOUE C n°15 du 18 janvier 2012, page 6
<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2012:015:0006:0007:FR:PDF>

- ☆ Appel à propositions au titre du programme de travail «Personnes» du 7ème PCRD
FP7-PEOPLE-2012-EURAXESS-IU
Echéance : 18 avril 2012
JOUE C n°15 du 18 janvier 2012, page 8
<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2012:015:0008:0008:FR:PDF>

- ☆ Appel à propositions en application du programme de travail du 7ème PCRD
PC7-TIC-2011-9
Echéance : 17 avril 2012
JOUE C n°15 du 18 janvier 2012, page 9
<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2012:015:0009:0009:FR:PDF>

- ☆ Appel à propositions au titre du programme de travail du programme européen de recherche en métrologie (EMRP)
Echéances : 18 mars 2012 et 1^{er} octobre 2012
JOUE C n°29 du 2 février 2012, page 10
<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2012:029:0010:0010:FR:PDF>

- ☆ Appel à propositions au titre du programme de travail Idées 2012 du 7^e programme-cadre de la CE pour des activités de recherche, de développement technologique et de démonstration
Subventions de validation de principe du CER : ERC-2012-PoC
Echéance : 3 octobre 2012
JOUE C n°29 du 2 février 2012, page 11
<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2012:029:0011:0011:FR:PDF>

SOCIETE DE L'INFORMATION

- ☆ Appel à propositions 2012 pour des actions indirectes au titre du programme communautaire pluriannuel visant à protéger les enfants lors de l'utilisation de l'internet et d'autres technologies de communication (*Internet plus sûr*)
Echéance : 29 mars 2012
JOUE C n°27 du 1^{er} février 2012, page 5
<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2012:027:0005:0009:FR:PDF>

TRANSPORTS

- ☆ Appels à propositions dans le cadre du programme de travail annuel 2011 en vue de l'octroi de subventions dans le domaine du réseau transeuropéen de transport (RTE-T) pour la période 2007-2013
Echéance : 13 avril 2012
JOUE C n°7 du 10 janvier 2012, page 6
<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2012:007:0006:0006:FR:PDF>

APPELS D'OFFRES EN COURS

AUDIOVISUEL

- ☆ EACEA/29/11 — MEDIA 2007 (30 avril 2012)
- ☆ MEDIA 2007 — EACEA/21/11 (13 avril 2012)
- ☆ MEDIA 2007 — EACEA/22/11 (13 avril 2012)
- ☆ EACEA/30/11 — MEDIA 2007 (30 mars 2012, 29 juin 2012)
- ☆ EACEA/36/11 (1er juin 2012)
- ☆ EACEA/24/11 (6 juin 2012)
- ☆ EACEA/23/11 (11 juin 2012)

CITOYENNETE

- ☆ Programme «L'Europe pour les citoyens» (2007-2013)
 - Rencontres de citoyens liées au jumelage de villes (1^{er} juin 2012 et 1^{er} septembre 2012)
 - Réseaux thématiques de villes jumelées (1^{er} septembre 2012)
 - Projets citoyens (1^{er} juin 2012)
 - Mesures de soutien :(1^{er} juin 2012)
 - Soutien structurel aux organisations de recherche sur les politiques européennes (laboratoires de réflexion) et aux organisations de la société civile au niveau de l'UE (15 octobre 2012)
 - Une mémoire européenne active (1^{er} juin 2012)

EDUCATION ET CULTURE

- ☆ Appel à propositions 2012 — EAC/27/11 — EFTLV
 - Comenius, Grundtvig: formation continue (30 avril 2012, 17 septembre 2012)
 - CoProgramme Jean Monnet (15 février 2012)
 - Comenius, Leonardo da Vinci, Grundtvig: partenariats; Comenius: partenariats Comenius Regio; Grundtvig: ateliers (21 février 2012)
 - Erasmus: programmes intensifs, mobilité étudiante à des fins d'études et de stages et mobilité du personnel (9 mars 2012)
 - Grundtvig: assistanats, projets de volontariat des seniors (30 mars 2012)
 - Programme transversal: activité clé 1 — visites d'étude (30 mars 2012 et 12 octobre 2012)
 - Programme transversal: toutes les autres activités (1^{er} mars 2012)
- ☆ Programme Culture (2007-2013) — Mise en œuvre des actions du programme: projets pluriannuels de coopération; actions de coopération; actions spéciales (pays tiers) et soutien aux organismes actifs au niveau européen dans le domaine culturel (octobre 2011 à février 2012)
- ☆ EACEA/25/11 — Tempus IV (23 février 2012)
- ☆ EACEA/38/11 (20 mars 2012)

RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

- ☆ FP7-2011-ICT-C (12 mars 2013)
- ☆ FP7-NMP-2012-SME-6 (3 mai 2012)
- ☆ FP7-ENERGY-2012-1 (26 avril 2012)
- ☆ FP7-ENERGY-2012-2 (8 mars 2012)
- ☆ FP7-TRANSPORT-2012-MOVE-1 :(1^{er} mars 2012)
- ☆ FP7-ERANET-2012-RTD (28 février 2012)
- ☆ ERC-2012-StG (12 octobre 2012)
- ☆ FP7-SCIENCE-IN-SOCIETY-2012-1 (22 février 2012)
- ☆ FP7-PEOPLE-2012-COFUND (15 février 2012)
- ☆ FP7-PEOPLE-2012-IAPP (19 avril 2012)
- ☆ FP7-PEOPLE-2012-CIG (6 mars 2012)
- ☆ ERC-2012-AdG (14 mars 2012, 11 avril 2012)

SANTE

- ☆ Appel à candidatures 2012 (9 mars 2012)

SOCIETE DE L'INFORMATION

- ☆ Experts indépendants pour le programme « Internet plus sûr » (30 décembre 2013)

OFFRES DE PARTENARIAT

EDUCATION ET FORMATION

Une école maternelle et primaire de la Région Murcie (Espagne) cherche des partenaires dans le cadre du programme Comenius pour un projet ayant pour objectif de sensibiliser les élèves à l'importance du respect de la diversité comme source d'enrichissement humain, de promotion de la protection de l'environnement et d'une consommation responsable. Date limite : 21 février 2012.

Une association interculturelle de la Région Murcie (Espagne) cherche des partenaires dans le cadre du programme Grundtvig pour un projet portant sur la promotion des droits de l'Homme par l'écriture créative. Date limite : 21 février 2012.

Une école primaire et secondaire de la Région Murcie (Espagne) cherche des partenaires dans le cadre du programme Comenius pour un projet portant sur la promotion de la réparation des produits électriques et donc du développement de lieux dédiés à cette activité. Date limite : 21 février 2012.

Une école secondaire de la Région Murcie (Espagne) cherche des partenaires dans le cadre du programme Comenius pour un projet ayant pour objectif la promotion de la tolérance entre cultures différentes par la connaissance et l'apprentissage réciproques.

JUSTICE, LIBERTE ET SECURITE

Une ONG britannique souhaite prendre part en tant que partenaire à un projet développé dans le cadre de l'appel à propositions DAPHNE III et portant sur la violence liée aux questions d'honneur dans certaines communautés culturelles.

Une organisation de la Région de Galice (Espagne) cherche des partenaires dans le cadre de l'appel à propositions DAPHNE III pour un projet concernant la mise en place de programmes de formation pour les policiers confrontés à des situations de violence envers les femmes handicapées.

SANTE

Le laboratoire d'exercice, de santé et de performance humaine de l'Université de Chypre cherche à participer en tant que partenaire à un projet développé dans le cadre du programme d'action communautaire en matière de santé. Date limite : 9 mars 2012.

⇒ Le détail des offres de partenariat (contacts et fiches techniques des projets) sera envoyé sur demande

CONSULTATIONS

CONCURRENCE

Le réexamen des règles de l'UE en matière d'aides d'État à la recherche, au développement et à l'innovation

Consultation ouverte jusqu'au 24 février 2012

Pour y participer : http://ec.europa.eu/competition/consultations/2012_stateaid_rdi/index_en.html

La révision des règles en matière d'aides d'État à finalité régionale

Consultation ouverte jusqu'au 26 avril 2012

Pour y participer : http://ec.europa.eu/competition/consultations/2012_regional_stateaid/index_en.html

EMPLOI ET AFFAIRES SOCIALES

Livre vert « Restructurations et anticipation du changement : quelles leçons tirer de l'expérience récente ? »

Consultation ouverte jusqu'au 30 mars 2012

Pour y participer : <http://ec.europa.eu/social/main.jsp?catId=333&langId=fr&consultId=9&visib=0&furtherConsult=yes>

ENVIRONNEMENT

Le « bilan de qualité » de la politique en matière d'eau douce

Consultation ouverte jusqu'au 28 février 2012

Pour y participer : <http://ec.europa.eu/environment/consultations/freshwater.htm>

Aboutir à une production et une consommation plus durables

Consultation ouverte jusqu'au 3 avril 2012

Pour y participer : <http://ec.europa.eu/environment/consultations/sustainable.htm>

Inclusion des émissions du transport maritime dans les engagements de réduction des émissions de gaz à effet de serre de l'UE

Consultation ouverte jusqu'au 12 avril 2012

Pour y participer : http://ec.europa.eu/clima/consultations/0014/index_en.htm

Un instrument législatif ad hoc sur les espèces exotiques envahissantes

Consultation ouverte jusqu'au 12 avril 2012

Pour y participer : http://ec.europa.eu/environment/consultations/invasive_alien.htm

JUSTICE, LIBERTE ET SECURITE

L'Acte européen de l'accessibilité

Consultation ouverte jusqu'au 29 février 2012

Pour y participer : http://ec.europa.eu/justice/newsroom/discrimination/opinion/111207_en.htm

MARCHE INTERIEUR

Le livre vert concernant des paiements par carte, par internet et par téléphone mobile

Consultation ouverte jusqu'au 11 avril 2012

Pour y participer : http://ec.europa.eu/internal_market/consultations/2012/card_internet_mobile_payments_en.htm

SOCIETE DE L'INFORMATION

Le Livre vert sur « Eclairer le futur : accélérer le déploiement de technologies innovantes en matière d'éclairage »

Consultation ouverte jusqu'au 29 février 2012

Pour y participer : http://ec.europa.eu/information_society/digital-agenda/actions/ssl-consultation/index_en.htm

Aider les pouvoirs publics à préparer des appels d'offres pour les technologies TIC fondés sur des normes

Consultation ouverte jusqu'au 14 février 2012

Pour y participer : http://cordis.europa.eu/fp7/ict/ssai/study-action23_en.html

Éclairons l'avenir : Accélérer le déploiement de technologies d'éclairage innovantes

Consultation ouverte jusqu'au 29 février 2012

Pour y participer : http://ec.europa.eu/information_society/digital-agenda/actions/ssl-consultation/index_en.htm

Commandez vos documents par fax ou par courrier électronique Destinataire : Antenne C.T.C.

Tél : 00.322.235.86.12 – Fax : 00.322.235.86.65 – E-mail : ctc.bruxelles@skynet.be

EXPÉDITEUR:
SERVICE:
ADRESSE:
TÉLÉPHONE:
TÉLÉCOPIE:

ADMINISTRATION

- Avis du Comité des régions sur le « Plan d'action européen 2011-2015 pour l'administration en ligne »
JOUE C n°9 du 11 janvier 2012, page 65
<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2012:009:0065:0070:FR:PDF>
- Avis du Comité des régions sur la « Mobilité européenne et internationale des fonctionnaires et agents des collectivités territoriales de l'Union européenne »
JOUE C n°9 du 11 janvier 2012, page 71
<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2012:009:0071:0073:FR:PDF>

AFFAIRES MARITIMES ET PECHE

- Rapport provisoire d'évaluation sur le Fonds européen pour la pêche 2007-2013 (disponible en anglais uniquement)
http://ec.europa.eu/fisheries/documentation/studies/eff_evaluation/index_en.htm
- Règlement (UE) no 1343/2011 du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant certaines dispositions relatives à la pêche dans la zone couverte par l'accord de la CGPM (Commission générale des pêches pour la Méditerranée) et modifiant le règlement (CE) no 1967/2006 du Conseil concernant des mesures de gestion pour l'exploitation durable des ressources halieutiques en Méditerranée
JOUE L n°347 du 30 décembre 2011, page 44
<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:L:2011:347:0044:0061:FR:PDF>
- 4^{ème} rapport annuel sur la mise en œuvre du Fonds Européen pour la Pêche (2010)
COM(2011) 927 final
<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2011:0927:FIN:FR:PDF>

AGRICULTURE

- Règlement d'exécution (UE) no 29/2012 de la Commission du 13 janvier 2012 relatif aux normes de commercialisation de l'huile d'olive
JOUE L n° 12 du 14 janvier 2012, page 14
<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:L:2012:012:0014:0021:FR:PDF>

CONCURRENCE

- Décision de la Commission du 20 décembre 2011 relative à l'application de l'article 106, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides d'État sous forme de compensations de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général
JOUE L n° 7 du 11 janvier 2012, page 3
<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:L:2012:007:0003:0010:FR:PDF>
- Avis du Comité des régions sur les « Règles de l'UE en matière d'aides d'État applicables aux services d'intérêt économique général »
JOUE C n°9 du 11 janvier 2012, page 45
<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2012:009:0045:0052:FR:PDF>

CONSEIL EUROPEEN

- Déclaration des membres du Conseil européen du 30 janvier 2012 sur la voie d'un assainissement axé sur la croissance et d'une croissance favorable à l'emploi
http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/fr/ec/127600.pdf

DROITS FONDAMENTAUX

- Avis du Comité des régions sur la « Stratégie pour la mise en œuvre effective de la charte des droits fondamentaux par l'Union européenne »
JOUE C n°9 du 11 janvier 2012, page 61
<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2012:009:0061:0064:FR:PDF>

ENERGIE

- Déclaration du Parlement européen du 19 janvier 2012 sur la mise en place du pacte des îles en tant qu'initiative européenne officielle
<http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?pubRef=-//EP//TEXT+TA+P7-TA-2012-0016+0+DOC+XML+V0//FR&language=FR>
- Avis du Comité des régions sur « Une Europe efficace dans l'utilisation des ressources — initiative phare relevant de la stratégie Europe 2020 »
JOUE C n°9 du 11 janvier 2012, page 37
<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2012:009:0037:0044:FR:PDF>

ENTREPRISES ET INDUSTRIE

- Avis du Comité des régions sur le réexamen du « Small Business Act » pour l'Europe
JOUE C n°9 du 11 janvier 2012, page 18
<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2012:009:0018:0022:FR:PDF>
- Avis du Comité des régions sur « Une politique industrielle intégrée à l'ère de la mondialisation: mettre la compétitivité et le développement durable sur le devant de la scène »
JOUE C n°9 du 11 janvier 2012, page 29
<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2012:009:0029:0036:FR:PDF>

ENVIRONNEMENT

- Décision d'exécution de la Commission du 18 novembre 2011 arrêtant une cinquième liste actualisée des sites d'importance communautaire pour la région biogéographique méditerranéenne
JOUE L n°10 du 13 janvier 2012, page 1
<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:L:2012:010:0001:0102:FR:PDF>

MARCHE INTERIEUR

- Proposition de directive sur la passation des marchés publics
COM(2011) 896 final
<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2011:0896:FIN:FR:PDF>
- Proposition de directive relative à la passation de marchés par des entités opérant dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports et des services postaux
COM(2011) 895 final
<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2011:0895:FIN:FR:PDF>
- Proposition de directive sur l'attribution de contrats de concession
COM(2011) 896 final
http://ec.europa.eu/internal_market/publicprocurement/docs/modernising_rules/COM2011_897_fr.pdf
- Communication de la Commission européenne « Un cadre cohérent pour renforcer la confiance dans le marché unique numérique du commerce électronique et des services en ligne »
COM(2011) 942
http://ec.europa.eu/internal_market/e-commerce/docs/communication2012/COM2011_942_fr.pdf

- Communication de la Commission européenne « Un cadre de qualité pour les services d'intérêt général en Europe »
COM(2011) 900 final
<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2011:0900:FIN:FR:PDF>

POLITIQUE DE COHESION

- Avis du Comité des régions sur «La complémentarité des interventions nationales et européennes visant à réduire les écarts de croissance économique et sociale»
JOUE C n°9 du 11 janvier 2012, page 23
<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2012:009:0023:0028:FR:PDF>

RECHERCHE ET INNOVATION

- Rapport préliminaire sur la consultation sur l'Espace Européen de la Recherche (en anglais uniquement)
http://ec.europa.eu/research/era/pdf/era-summary-report-2012_en.pdf
- Proposition de décision du Conseil relative à l'adoption d'un programme complémentaire de recherche pour le projet ITER (2014-2018)
COM(2011) 931 final
<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2011:0931:FIN:FR:PDF>

SPORT

- Avis du Comité des régions — « Développer la dimension européenne du sport »
JOUE C n°9 du 11 janvier 2012, page 74
<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2012:009:0074:0079:FR:PDF>

STRATEGIE EUROPE 2020

- Avis du Comité des régions sur « Le rôle des collectivités territoriales dans la réalisation des objectifs de la stratégie Europe 2020 »
JOUE C n°9 du 11 janvier 2012, page 53
<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2012:009:0053:0060:FR:PDF>

TRANSPORTS

- Communication de la Commission « Une vision européenne pour les passagers : les droits des passagers dans tous les modes de transport »
COM(2011) 898 final
<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2011:0898:FIN:FR:PDF>